

Avis voté en plénière du 13 décembre 2016

Les mécanismes d'évitement fiscal, leurs impacts sur le consentement à l'impôt et la cohésion sociale

Déclaration du groupe des organisations et mouvements de jeunesse

694,77 millions d'euros, c'est l'estimation de la fraude aux prestations sociales par an en France. Entre 60 et 80 milliards d'euros, c'est l'estimation du coût de l'évitement fiscal par an en France également. Presque 100 fois plus ! Pourtant, quelle est la fraude la plus contrôlée ? Quelle est la fraude qui menace le plus notre démocratie et notre État de droit ? Quelle est la fraude qui est la plus mise en avant par la majeure partie du personnel politique ? Il convient de replacer là où se situe réellement le « *cancer de notre société* ».

Depuis la crise financière de 2008 et la mobilisation des ONG et des lanceurs d'alerte, de nombreuses mesures ont été prises pour lutter contre l'évitement fiscal. Ces mesures et leur médiatisation ont très souvent porté sur les causes et conséquences économiques de ce phénomène, laissant de côté les questions éthiques et civiques que pose l'évitement fiscal, à savoir : quel est le rôle de l'impôt ? Comment lui rendre sa légitimité si souvent mise à mal par ceux qui ne souhaitent pas ou plus contribuer à la société ? Quels risques pour notre État de droit et notre démocratie ? Quelles solutions ?

Ces questionnements ne sont pas faciles à traiter pour au moins deux raisons. D'une part car les questions d'impôt et de fiscalité ont toujours été source de tensions. D'autre part car peu de travaux ont travaillé sur cet angle précis, qu'ils soient parlementaires, scientifiques ou militants.

Pourtant, ce sont ces questionnements que le CESE a choisi de travailler dans cet avis, et nous saluons ce choix, qui comporte quelques risques mais qui replace le sens de l'impôt au cœur des problématiques d'évitement fiscal. Nous saluons également ce travail car il fait des propositions concrètes pour mettre en œuvre les deux concepts qui composent les axes stratégiques que nous avons collectivement voté il y a un an : favoriser les transitions et la cohésion sociale.

Le groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse aurait souhaité que le CESE investisse davantage ces questionnements civiques, éthiques et citoyens. Nous ne doutons cependant pas que ce sujet sera traité à l'avenir, sous d'autres angles, tant il est fondamental pour notre vivre ensemble.

Le groupe a voté en faveur de cet avis.

